

nous prendrons en dernier ressort si nous ne réussissons pas à persuader l'Afrique du Sud de se débarrasser, et le monde entier du même coup, du fléau de l'apartheid"²⁵.

Le 11 juin, tandis que l'Opposition réclamait des mesures unilatérales avec de plus en plus d'insistance, M. Mulroney a déclaré à la Chambre que "si nous n'arrivons pas à obtenir l'appui unanime des membres du Commonwealth... nous n'hésiterons pas à agir seuls ou de concert avec des pays qui partagent nos vues"²⁶.

Le 12 juin, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a annoncé de nouvelles mesures unilatérales que prendrait le Canada à la lumière du rapport du Groupe des sages et parce que Pretoria venait de décréter de nouveau l'état d'urgence. Le gouvernement canadien comptait cesser d'acheter tout produit sud-africain et encourager les gouvernements provinciaux à suivre son exemple; il allait interdire la promotion au Canada du tourisme en Afrique du Sud, consentir 2 millions de dollars de plus aux programmes de formation et d'éducation existants destinés aux Noirs de ce pays, et cesser d'accorder le statut de non-résident à quatre attachés sud-africains au Canada. Le gouvernement a également chargé M. Bernard Wood de rendre visite aux dirigeants de certains pays africains du Commonwealth avant la grande réunion d'août, et il a annoncé que l'ambassade du Canada à Pretoria serait fermée pour la journée et que les diplomates assisteraient à la cérémonie devant commémorer le soulèvement du 16 juin à Soweto²⁷.

Le rapport du gouvernement sur le respect du code volontaire de conduite par les entreprises canadiennes, présenté le 18 juin, indiquait que cinq sociétés ne s'étaient pas pliées aux exigences du code. M. Clark a déclaré à la Chambre, le 19 juillet : "Je n'approuve pas ces pratiques des sociétés canadiennes, et j'espère qu'elles vont changer." À propos des divergences entre les lois canadienne et sud-africaine sur la conduite des sociétés, M. Clark a noté que "nous tenons à ce que les Canadiens se conforment à nos normes, et pas à celles de l'Afrique du

²⁵ Débats de la Chambre des communes, 21 mai 1986, pp. 13481.

²⁶ Débats de la Chambre des communes, 11 juin 1986, pp. 14237.

²⁷ Débats de la Chambre des communes, 12 juin 1986, pp. 14269. Voir aussi Ibid., p. 14296.